



Olivier Mocquard

Commissaire aux comptes

Parc d'Activités Ragon
3 rue Maria Telkes
44119 TREILLIÈRES

tél. : 02 40 14 57 57
fax : 02 40 37 01 02

nantes@equivalences.fr

www.equivalences.fr

S.A.R.L. de Commissariat aux Comptes
au capital de 35 000 euros
RCS Nantes B 414 655 829

Membre de la
Compagnie Régionale de Rennes

NANTES ATLANTIQUE
HOCKEY GLACE
Association

Patinoire du Petit Port
Boulevard du Petit Port

44300 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
A NNUELS

EXERCICE 2024-2025

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 avril 2025

Aux Membres de l'Association « NANTES ATLANTIQUE HOCKEY
GLACE »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « NANTES ATLANTIQUE HOCKEY GLACE » relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er mai 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 821-53 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur :

- le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes,
- les opinions retenues dans le choix des méthodes d'évaluation,
- la présentation des états financiers et de l'annexe,

et n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations, ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées

précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels aux membres, étant précisé qu'aucun commentaire de gestion n'a été porté à notre appréciation.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-54 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,
Le 19 juin 2025

Pour la S.A.R.L. EQUIVALENCES AUDIT,

O. MOCQUARD

Commissaire aux Comptes



EQUIVALENCES AUDIT S.A.R.L.
Société de Commissariat aux Comptes inscrite

3 rue Maria Telkes - 44119 TREILLIERES
Supplément au
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Le 19/06/2025

En Euro

ACTIF	Exercice du 01/05/2024 au 30/04/2025			01/05/2023 au 30/04/2024
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	8 820,60	8 030,60	790,00	2 770,00
Autres	1 440,00	317,33	1 122,67	1 122,67
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	30,00	30,00		
Autres	44 409,64	35 246,86	9 162,78	14 781,61
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	85,00		85,00	85,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	6 877,00		6 877,00	16 003,30
TOTAL (I)	61 662,24	43 624,79	18 037,45	34 762,58
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	68 499,13	9 099,00	59 400,13	81 378,80
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	22 191,99		22 191,99	130 125,31
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	42 585,98		42 585,98	40 396,57
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	178 908,10		178 908,10	60 698,17
Charges constatées d'avance				
TOTAL (II)	312 185,20	9 099,00	303 086,20	312 598,85
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	373 847,44	52 723,79	321 123,65	347 361,43

En Euro

PASSIF

	Du 01/05/2024 au 30/04/2025	Du 01/05/2023 au 30/04/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires	70 000,00	35 000,00
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-162 672,11	-166 070,14
Excédent ou déficit de l'exercice	97 035,88	3 398,03
<i>Situation nette (sous total)</i>	4 363,77	-127 672,11
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	4 363,77	-127 672,11
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 721,89	39 476,81
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	222 550,67	304 287,72
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	63 951,30	108 517,65
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	110,43	10 659,36
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	10 425,59	12 092,00
TOTAL (IV)	316 759,88	475 033,54
Ecarts de conversion passif		
(V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	321 123,65	347 361,43

En Euro

	Du 01/05/24 au 30/04/25	Du 01/05/23 au 30/04/24	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	119 275,23	102 187,74	17 087,49	16,72
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	127 224,62	139 533,07	-12 308,45	-8,82
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	398 145,51	406 997,76	-8 852,25	-2,18
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	261 416,78	310 811,72	-49 394,94	-15,89
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	296 824,78	253 395,87	43 428,91	17,14
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amorts, dépr., prov. et transf. charges	33 382,32	23 828,01	9 554,31	40,10
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	118 074,87	148 534,69	-30 459,82	-20,51
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 354 344,11	1 385 288,86	-30 944,75	-2,23
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises et autres achats	143 324,68	174 229,76	-30 905,08	-17,74
Variation de stock	18 009,38	22 637,84	-4 628,46	-20,45
Autres achats et charges externes	655 630,87	655 214,71	416,16	0,06
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	19 817,58	5 676,77	14 140,81	249,10
Salaires et traitements	294 634,87	387 181,36	-92 546,49	-23,90
Charges sociales	63 670,14	74 080,94	-10 410,80	-14,05
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 285,63	8 172,93	5 112,70	62,56
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	35 694,63	41 294,20	-5 599,57	-13,56
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 244 067,78	1 368 488,51	-124 420,73	-9,09
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	110 276,33	16 800,35	93 475,98	556,39
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2,10	1,85	0,25	13,51
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2,10	1,85	0,25	13,51
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées	352,58	279,47	73,11	26,16
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	352,58	279,47	73,11	26,16
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-350,48	-277,62	-72,86	-26,24
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	109 925,85	16 522,73	93 403,12	565,30

En Euro

	Du 01/05/24 au 30/04/25	Du 01/05/23 au 30/04/24	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		11 066,44	-11 066,44	-100,00
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		11 066,44	-11 066,44	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	12 889,97	24 191,14	-11 301,17	-46,72
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	12 889,97	24 191,14	-11 301,17	-46,72
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-12 889,97	-13 124,70	234,73	1,79
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 354 346,21	1 396 357,15	-42 010,94	-3,01
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 257 310,33	1 392 959,12	-135 648,79	-9,74
EXCÉDENT OU DÉFICIT	97 035,88	3 398,03	93 637,85	

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/05/2024 au 30/04/2025.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

NHG Nantes Hockey Glace est une association sportive de haut niveau ayant 2 activités distinguées en comptabilité :

- L'activité professionnelle soumise aux impôts commerciaux
- L'activité de club amateur

L'association se finance grâce aux subventions, mécénats et dons reçus de ses partenaires.

Elle bénéficie également des recettes des cotisations des adhérents ainsi que des recettes des événements organisés, obtenues grâce aux ventes de restauration sur place ou de la billetterie.

1 - Régime fiscal de l'association aux impôts commerciaux :

L'association est soumise à l'impôt sur les sociétés. Elle est également soumise à la tva sur ses activités lucratives (sponsoring, ventes de produits dérivés) depuis le 1er mai 2011.

2 - Subventions Les subventions perçues par l'association aux comptes annuels clos le 30 avril 2025 sont les suivantes :

- > Mairie sport de haut niveau : 219 000 €
 - > Mairie Haut niveau mineur : 17 198 €
 - > Mairie Féminines : 4 000 €
 - > Mairie Glaces : 16 173 €
 - > Conseil départemental : 3 500 €
 - > Agence national du sport : 1 545 €
- Total : 261 416 €

3 - Contributions volontaires en nature

Les éléments de l'année 2024-2025 ne nous permettent pas d'évaluer les contributions volontaires sur l'exercice.

4 - Continuité d'exploitation

A la clôture des comptes au 30/04/2025, l'association fait paraître un excédent de 97 036 €.

La continuité de l'exploitation n'est pas compromise.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 30/04/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

En Euro

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Véhicule	3 ans
- Matériel de bureau et informat	3 à 8 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

En Euro

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En Euro

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	10 261		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencs & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		30		
		Inst. générales, agencs & aménagts divers	7 218		
	Autres immos corporelles	Matériel de transport	1 000		
		Matériel de bureau & mobilier informatique	36 192		
	Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL			44 440		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		85		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		16 003		5 060
TOTAL			16 088		5 060
TOTAL GENERAL			70 789		5 060

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			10 261	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				30	
		Inst. gal. agen. amé. divers			7 218	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			1 000	
		Mat. bureau, inform., mobilier			36 192	
	Emb. récupérables & divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL					44 440	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				85	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			14 186	6 877	
TOTAL				14 186	6 962	
TOTAL GENERAL				14 186	61 662	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

En Euro

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		6 368	1 980		8 348
TOTAL		6 368	1 980		8 348
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		30			30
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	4 578	800		5 379
	Matériel de transport	1 000			1 000
	Mat. bureau et informatiq., mob.	24 050	4 819		28 868
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		29 658	5 619		35 277
TOTAL GENERAL		36 026	7 599		43 625

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

TABLEAU DES STOCKS

	Stocks début	Augmentations	Diminutions	Stocks fin
Marchandises	86 508,51	68 499,13	86 508,51	68 499,13
Matières premières				
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits				
TOTAL	86 508,51	68 499,13	86 508,51	68 499,13

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	6 877		6 877
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	400	400	
	Autres créances clients	21 792	21 792	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	1 200	1 200	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres	13 865	13 865	
	coll. publiques	19 673	19 673	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	4 884	4 884	
	Charges constatées d'avance			
TOTAUX		68 691	61 814	6 877
Renvois	(1) Montant des			
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

En Euro

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 050
Autres créances	24 208
Disponibilités	
TOTAL	25 258

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	19 722	19 722		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	222 551	222 551		
Personnel & comptes rattachés	34 588	34 588		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	26 543	26 543		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée	960	960		
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	1 860	1 860		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	110	110		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	10 426	10 426		
TOTAUX	316 760	316 760		

- Renvois
- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
 - Emprunts remboursés en cours d'exer.
 - (2) Montant divers emprunts, dett/associés

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	10 426
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	10 426

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 538
Dettes fiscales et sociales	7 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	43 132

DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES